



Ce qui est possible en Guadeloupe doit aussi être possible dans les autres départements de France

Les salariés de plusieurs départements français ont mené et mènent encore des luttes unitaires longues, des grèves de plusieurs semaines, sur des objectifs de fond très précis et absolument contraires aux orientations que le président de la République, le patronat, le président de la banque centrale européenne veulent imposer.

Ces salariés unis en lutte ont gagné une grande partie de leurs revendications parce qu'ils ont su construire et imposer un rapport de forces en leur faveur.

Curieusement, la presse presque unanime souligne les revendications que les accords Jacques Bino n'ont pas encore vues satisfaites.

Elle insiste sur les quelques dérives et les quelques dérapages qu'une lutte de cette ampleur ne manque pas d'entraîner, avec toutes les provocations imaginables. Elle participe à la tentative de discrédit du dirigeant syndical guadeloupéen en essayant de faire glisser le conflit vers un affrontement racial.

Un dirigeant patronal a eu cette phrase délicate rapportée par cette même presse: « *il est inacceptable que des négociations ou des discussions s'engagent quand un des partenaires est en position de faiblesse..* » Tu parles, Charles ! Tu refuses certainement de discuter ou de négocier avec des représentants syndicaux de salariés accablés de dettes, aux salaires misérables, menacés de licenciement ? !

Elle reste muette sur l'ampleur de la lutte, sur son unité, sur son succès.

Pourquoi ?

C'est qu'il s'agit d'une lutte syndicale exemplaire, où les intérêts de classe sont opposés frontalement et clairement, et que les salariés sont parvenus à construire un rapport de forces en leur faveur.

C'est que la grande majorité de la presse a été soumise à des degrés divers par le président de la République, à la faveur de sa crise et en raison des difficultés de la création du même rapport de forces en métropole.

Pourquoi seuls les syndicalistes antillais ont-ils été capables de construire ce mouvement, de construire et de maintenir cette unité, de tenir pendant tant de temps malgré la relative absence de soutien massif de la part des salariés métropolitains ?

Il y a bien des réponses possibles à cela : le caractère particulièrement dur de l'exploitation patronale dans ces départements et territoires, la plus grande inégalité sociale, le poids du « modèle d'économie

de plantation » reconnu par l'accord Jacques Bino, le caractère insulaire du combat des travailleurs unis qui a pu faire espérer au pouvoir l'absence de contagion ?

Des luttes semblables sont engagées à la Martinique, à la Réunion, à Saint Pierre et Miquelon.

En tous cas, la leçon immédiate à tirer de ces luttes est qu'il est possible de faire reculer le président de la République, le patronat, à condition de s'en donner les moyens.

Travailler à rassembler dans les luttes, sur des bases unitaires

C'est à quoi notre courant de pensée doit travailler : rassembler majoritairement les salariés de nos champs de syndicalisation, puis au niveau interprofessionnel. C'est-à-dire nous adresser à la masse de ces salariés, quelles que soient les opinions que nous pouvons leur prêter. Les rassembler sur ce qui les rassemble : la défense des services publics, la défense de leurs statuts, la défense des personnels précaires, variables d'ajustement d'une politique de destruction d'emplois, le niveau des salaires, des retraites, leurs conditions de travail.

Nous devons leur montrer ce que les Guadeloupéens et bientôt les Martiniquais, puis les Réunionnais ont prouvé et vont prouver : c'est possible !

D'autant que, en face, ils n'ont pas, pour autant, baissé les bras. Il y a quelques jours, à Dublin, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a appelé les gouvernements européens « à poursuivre des politiques de dépenses courageuses, en particulier en matière de salaires dans le public ». Plusieurs gouvernements européens ont entrepris de réduire les salaires de leurs fonctionnaires, afin d'« assainir leurs finances publiques » le gouvernement irlandais a décidé de diminuer les traitements publics de plus de 7 % : à Dublin, plus de 120 000 manifestants (3,5 millions d'habitants en Irlande) ont protesté le 21 février contre cette décision. En Lettonie, le plan d'austérité du gouvernement imposait une baisse de 15 % de revenus des fonctionnaires. De violentes manifestations ont entraîné la chute du gouvernement. Des manifestations énormes ont été organisées au Portugal.

Le syndicalisme européen a commencé à réagir devant ces attaques renouvelées qui montrent que les gouvernants et le patronat s'obstinent dans la voie qui a conduit à la crise. Ils parlent de moraliser le capitalisme, de le contrôler, de l'encadrer, dans le même temps où ils prêchent le libéralisme, où des profits indécents continuent de remplir les mêmes poches, où des industries de pointe utiles à la société sont en passe d'être abandonnées pour des raisons de rendement financier, comme chez CELANESE à Pardies, dans notre département.

Le secrétaire de la CES déclarait le 4 mars que « Les syndicats européens sont stupéfaits de voir le président de la Banque centrale européenne (BCE) attaquer une fois de plus les salaires du secteur public. La BCE indépendante apporte ainsi un soutien politique aux gouvernements désireux d'appliquer des baisses de salaires de l'ordre de près de 15%. De plus, le président de la BCE conseille les « mauvaises économies » : à un moment où l'économie est confrontée à la pire récession qu'elle a connue depuis la Seconde Guerre mondiale, les salaires devraient être un pilier de stabilité et non un accélérateur de la dépression et de la déflation. »

Reiner Hoffmann, secrétaire général adjoint de la CES déclare : « Il est effrayant de voir que le président de la Banque centrale européenne a oublié les leçons de la Grande Dépression des années 1930. Ce sont les taux d'intérêt et non les salaires qui devraient être réduits ».

Jan Willen Goudriaan, secrétaire général adjoint de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics déclarait il y a quelques jours : " *Les gouvernements considèrent les services publics comme des boucs émissaires faciles, alors qu'ils ne sont pas responsables de la crise. Le moment est mal choisi, car on impose des coupes dans le secteur public au moment où on en a plus que jamais besoin pour investir et stabiliser l'économie* ".

Là aussi, il est possible, malgré ces recommandations incitatives et encourageantes pour les gouvernements, de renverser la vapeur et d'obtenir des avancées syndicales qui vont dans le sens opposé : les fonctionnaires et salariés du secteur public allemand viennent de gagner une augmentation de 5 % des salaires sur deux ans, avec leur syndicat Ver.di.

Carola Fischbach-Pyttel, Secrétaire générale de cette même la Fédération syndicale européenne des services publics déclare: « *La main-d'oeuvre n'est pas une matière première. Nous notons avec satisfaction le récent accord conclu par Ver.di dans le secteur public allemand, qui concilie la nécessité de soutenir la demande des ménages en période de crise et l'objectif de conserver la durabilité des finances publiques.* »

Chez nous, des actions syndicales sont programmées sur la durée : la plateforme de janvier des 8 organisations est la base du travail qu'il faut amplifier et mettre beaucoup plus massivement en action.

Les accords syndicaux signés aux niveaux de l'intersyndicale de l'éducation nationale, de la Fonction Publique, prévoient des actions sur la durée, avec une grande date d'étape : la journée de grève et de lutte interprofessionnelle du 19 mars.

Dans notre département, des actions sont prévues à l'occasion des CTPD du 1^{er} degré, le 9 mars : rassemblement devant l'inspection académique en début d'après-midi, du CDEN, le 10 : rassemblement devant la préfecture à 8 heures 45, du CTPD du second degré : rassemblement le 20 mars en début d'après-midi devant l'inspection académique.

Mercredi 11 mars prochain, dans le cadre d'un appel national intersyndical du supérieur et de la recherche, un rassemblement est organisé devant le complexe de la République à Pau à 11 heures 30

- **contre les suppressions de postes ;**
- **contre la mise en concurrence des établissements et des individus ;**
- **contre le démantèlement des organismes de recherche et des laboratoires ;**
- **pour un service public d'éducation qui assure la réussite de tous ;**
- **pour un report en 2011 des nouveaux concours de recrutement, une amélioration de la formation professionnelle et disciplinaire des enseignants traduite par l'obtention d'un mastère, le maintien du potentiel de formation notamment des IUFM ;**
- **pour la défense du paritarisme et des droits syndicaux ;**
- **pour le respect et la reconnaissance de nos métiers et de nos statuts.**

Un cortège syndical du supérieur partira de l'université vers 10 heures pour rejoindre ce rassemblement. **Soyons le plus nombreux possible à ce rassemblement !**

Nous n'avons pas encore atteint le degré de rassemblement de nos camarades antillais, ni construit le rapport de forces qui leur a permis de gagner.

Tout nous montre cependant de plus en plus qu'il est possible de le faire.

Si nous le voulons.